

JACQUES CHIRAC : « L'EUROPE QUE NOUS VOULONS »



Pour Jacques Chirac, l'Union « s'impose comme une puissance économique de premier rang, où la croissance et les investissements créeront une nouvelle dynamique au service de l'emploi ».

**Nous publions
les propos
liminaires
du président
de la République
à la conférence
de presse qu'il
devait donner,
jeudi 29 avril,
à l'occasion de
l'élargissement
de l'Europe
à vingt-cinq
pays, le 1^{er} mai**

nous a amenés à franchir un pas essentiel avec l'euro.

L'Europe est d'abord une communauté de valeurs et de principes avant d'être une communauté d'intérêts. C'est l'Europe des hommes, plus qu'une Europe des marchés. Une Europe de la liberté et du droit.

Une Europe qui, par rapport à d'autres grands ensembles du monde, est profondément attachée à la singularité de son modèle social, à l'initiative individuelle, tout comme aux valeurs de justice et de solidarité. Une Europe pour qui la prospérité n'a de sens que mise au service de tous. Une Europe ouverte au monde, conquérante sur les marchés extérieurs, confiante dans ses atouts et ses talents.

Une Europe européenne enfin, fière de sa longue histoire et de son indépendance, une Europe qui exprime sur la scène internationale son message de paix, de dialogue et de tolérance. Une Europe respectueuse de la diversité culturelle et soucieuse d'un développement harmonieux et durable de la planète.

C'est cette Europe-là que nous voulons bâtir. Elle est notre bien commun, celui de chaque Française et de chaque Français.

Mais cette nouvelle Europe est aussi un défi. Et très légitimement les Françaises et les Français s'interrogent. Que leur apporte concrètement l'Europe ? Comment rester français tout en étant de plus en plus européen ? Quelles seront les limites politiques et géographiques du projet européen ? Quelle sera la capacité de cette Europe élargie à aller de l'avant ?

Je veux leur dire avec force combien l'avenir de la France et l'avenir de l'Europe sont intimement liés. L'Europe ne se substitue pas à nos nations. Elle les rassemble pour leur donner plus de force. Elle n'est pas synonyme d'abandon, de renoncement, de dilution de notre identité, mais au contraire de prospérité, de justice et de rayonnement accru dans le monde. Je veux leur dire qu'aujourd'hui comme hier l'Europe demeure une formidable espérance, un destin partagé, une ambition pour tous.

Ambition d'abord d'une Europe de la croissance, de l'emploi et de la justice sociale.

Avec un marché élargi, une monnaie unique, des règles de concurrence harmonisées, l'Europe dispose de beaucoup d'atouts pour plus de croissance, pour plus d'emplois. Deux tiers de nos échan-

ges se font aujourd'hui au sein de l'Union. L'euro est un succès : il donne à l'Europe cette stabilité monétaire qui lui a fait si longtemps défaut pour se développer. Souvenons-nous du coût social des dévaluations ! L'euro nous permet d'être plus forts dans la compétition mondiale.

L'Union nous rend également plus forts dans la mondialisation. Elle nous donne tout le poids de la première puissance commerciale du monde pour défendre nos intérêts et faire prévaloir notre conception d'une mondialisation humanisée et maîtrisée.

Mais soyons lucides. D'autres grands ensembles dans le monde progressent plus vite que nous. En Europe le chômage reste élevé, la population vieillit, nos systèmes sociaux traversent des crises d'adaptation, nos économies sont confrontées à une concurrence accrue. Face à ces défis, la volonté européenne doit s'affirmer.

L'Europe doit investir massivement dans la recherche et l'innovation. Lancer de grands projets scientifiques comme Galileo ou Iter. Rester un pôle de référence dans les domaines de l'éducation, du savoir et de la connaissance. Favoriser l'émergence de nouveaux champions industriels et technologiques. Conforter sa position mondiale dans le domaine agricole et alimentaire.

L'Europe se comprend aussi comme un grand espace social qui donne toute sa place à la solidarité et à la justice. La protection des travailleurs, le dialogue social, la politique de l'emploi, la qualité des services publics s'inscrivent au cœur du modèle européen. La France y est particulièrement attachée et fait tout pour en convaincre ses partenaires européens.

Ambition aussi pour une Europe forte et sûre.

L'Europe nous protège. Elle nous permet de lutter plus efficacement contre le terrorisme, l'immigration clandestine ou les trafics liés au crime organisé. En renforçant notre coopération avec nos partenaires de l'Union en matière de police et de justice, nous assurons mieux la sécurité des Français et de leurs voisins européens, dans le respect de l'Etat de droit et de nos valeurs démocratiques. L'Europe nous aide à protéger notre environnement, notre sécurité alimentaire, notre littoral.

Rappelons aussi que l'Europe de la défense nous permet maintenant de nous mobiliser ensemble, avec nos moyens pro-

pres, au service de la paix et du droit international.

Ambition enfin d'une Europe de la jeunesse, de la création et de l'intelligence. L'Europe de demain devra être l'Europe de l'éducation et de la culture. Une Europe où chaque jeune devrait parler au moins deux langues étrangères, où chaque étudiant pourra poursuivre ses études dans les universités de l'Union grâce à un véritable espace européen de l'éducation.

Une Europe qui assure à tous ses créateurs une meilleure protection de leurs droits par une lutte sans merci contre la piraterie et un soutien efficace à ses industries culturelles. La reconnaissance de la diversité culturelle et linguistique dans la future Constitution ouvre à notre continent des chantiers exaltants.

Bien évidemment, la France ne pourra porter cette nouvelle ambition que si elle sait préserver, dans cette Europe élargie, sa force, son dynamisme et sa capacité d'entraînement.

La France veut une Europe qui soit en mesure d'avancer, d'agir et de décider. Elle veut une Europe qui marche. La rénovation des institutions européennes est à cet égard indispensable pour assurer la cohérence de l'action de l'Union, pour lui permettre de prendre ses décisions plus facilement, pour conforter sa légitimité démocratique en y associant plus étroitement les Parlements nationaux.

La France veut une Europe fondée sur des majorités d'action et non sur des minorités de blocage. Elle se battra pour que les décisions soient prises, autant que possible, à la majorité qualifiée, afin d'éviter la paralysie de l'unanimité. Elle veillera à ce que la Commission puisse continuer à incarner et promouvoir l'intérêt général européen.

Tels sont les enjeux des négociations finales sur la Constitution européenne.

Demain comme hier, la France entend jouer tout son rôle dans cette nouvelle Europe. Elle veillera à ce que l'Europe reste fidèle à ses valeurs, à son idéal fondateur de paix et de démocratie, à l'aspiration de ses peuples à partager une communauté de destin originale. C'est en mettant en œuvre ces principes que l'Europe pourra construire avec confiance son avenir et que les Françaises et les Français pourront mieux faire face au monde de demain. Voilà l'Europe que nous voulons.

DANS deux jours, le 1^{er} mai, l'Union européenne va franchir une étape majeure de son histoire.

En s'élargissant à dix nouveaux membres, en passant de quinze à vingt-cinq pays, l'Europe va renouer avec son passé et retrouver sa géographie. Le rêve de ses pères fondateurs, au premier rang desquels Français et Allemands, la généreuse utopie surgie des décombres de la guerre et de la barbarie, tout cela va devenir réalité.

A la veille de cet événement historique, j'ai souhaité vous rencontrer pour vous dire ma vision de l'Europe, une Europe que je veux puissante. Je veux dire aux Françaises et aux Français que cette Europe, qui est notre héritage et notre patrimoine commun, demeure plus que jamais une chance pour nous et pour notre avenir.

Depuis plus de cinquante ans, l'Europe n'a cessé de progresser. Dans les semaines qui viennent, trois événements décisifs vont engager durablement son avenir et, par voie de conséquence, celui des Françaises et des Français.

D'abord, l'élargissement. En accueillant les pays qui ont le plus souffert des divisions du passé, l'Union fait un pas de géant. Elle s'ouvre de nouveaux horizons.

La France se réjouit de ce succès. Parce que cet élargissement va enraciner la paix, cette paix dont l'histoire nous a dramatiquement enseigné le prix, et aussi la démocratie, gage de liberté et de stabilité sur notre continent.

Parce qu'il ouvre aussi de formidables perspectives d'échanges entre les hommes, entre les idées, entre les cultures.

Parce que, forte de ses 450 millions d'habitants, l'Union s'impose comme une puissance économique de premier rang, où la croissance et les investissements créeront une nouvelle dynamique au service de l'emploi. C'est un processus dans lequel chacun sera gagnant, comme en témoignent les expériences réussies des élargissements précédents.

Parce que enfin cette Europe rassemblée pèsera davantage dans le monde. Avec 25 pays, l'Union européenne formera, derrière la Chine et l'Inde, le troisième ensemble démographique de la planète et près du quart de la richesse mondiale.

Fruit d'une nécessité, d'un idéal et d'une volonté, l'Europe prouve, avec cet élargissement, le plus important de son histoire, la force irrésistible du projet qui l'anime depuis l'origine. Il symbolise à lui seul, après des décennies de souffrances, de conflits et d'affrontements, l'espérance de plusieurs générations d'Européens. Je me rendrai le 1^{er} mai à Dublin, capitale de la présidence de l'Union, pour célébrer cette grande fête de la famille européenne enfin réunifiée.

Deuxième événement, le 13 juin, les Françaises et les Français, comme tous leurs voisins, vont élire un nouveau Parlement européen. C'est une institution dont les décisions ont de plus en plus de conséquences sur notre législation nationale, sur notre économie, sur notre cadre social et, plus généralement, sur notre vie quotidienne.

Or je constate que le poids et l'influence de la France au sein du Parlement européen ne sont pas à la hauteur des enjeux pour notre pays. Je souhaite que les futurs députés français sachent se regrouper pour faire entendre, de façon plus efficace, la voix de notre nation. Par ailleurs, je voudrais souligner qu'être élu à Strasbourg requiert un engagement à plein temps pour accomplir sa mission.

C'est dire l'importance de cette élection qui mérite que tous les Français se mobilisent pour aller voter. Les 78 députés français qui siègeront à Strasbourg auront un rôle essentiel à jouer pour défendre les intérêts de la France en Europe au cours des cinq prochaines années.

Troisième événement, les 17 et 18 juin prochain, le Conseil européen se réunira pour aboutir, je l'espère, à un accord sur le projet de traité constitutionnel. Cet accord est aujourd'hui nécessaire et possible. L'Europe à vingt-cinq a besoin d'une Constitution pour fonctionner de façon plus efficace, pour mieux répondre aux attentes des citoyens, pour s'affirmer davantage dans le monde. Nous faisons toute confiance à la présidence irlandaise pour rapprocher les points de vue et présenter une solution d'ensemble fidèle à l'ambition du texte qui a été élaboré par la Convention que présidait M. Valéry Giscard d'Estaing.

Cette nouvelle Union à vingt-cinq est la poursuite de la grande et belle aventure européenne engagée depuis la fin de la dernière guerre. C'est aussi la poursuite, depuis plus de cinquante ans, d'une politique menée avec constance, courage et détermination par tous mes prédécesseurs et par tous les gouvernements français, quelle que soit leur sensibilité politique, et ceci au nom d'une vision française de l'Europe que nous avons tous en partage. Dans les dernières années, cette vision

VICTOR TONELLI/MAXPPP